

LA RESISTANCE DANS LE SECTEUR DE

CHATEAU-ARNOUX

SAINT-AUBAN

1941 - 1944

LA RESISTANCE

DANS LE SECTEUR DE CHATEAU-ARNOUX SAINT-AUBAN

Après l'armistice de juin 1940, de nombreux français sont sous le choc par ce que arrive à leur pays. Certains réagissent assez vite, en particulier les militaires de carrière qui veulent, à l'appel du général De GAULLE, organiser la résistance sur le sol français. Nous trouvons aussi des réfugiés expulsés de la zone annexée (Alsace-Lorraine), des repliés de la zone interdite et de la zone occupée, et des habitants de la zone libre.

Pour le recrutement, il faut être très méfiant.

Il faut être sûr des convictions patriotiques des personnes, car la milice (police spéciale de Vichy) est là pour surveiller les agissements de la population .

A la fin juin 1940, la REPUBLIQUE est remplacée par L' ETAT FRANÇAIS. On remarque que les grandes plaines agricoles et céréalières (Brie, Beauce , etc..) sont situées dans la zone occupée. La ligne de démarcation est une frontière difficile à franchir où tous les passages sont contrôlés par la police allemande. Le ravitaillement de la zone libre dépend uniquement de la capacité de production des exploitations agricoles de cette zone sud. Aussi dès le 21 août 1940, dans chaque commune on procède à un recensement de la population suivi de près par la distribution des cartes d'alimentation.

Sous le régime de Vichy, l'ETAT FRANÇAIS nomme les préfets qui ont le pouvoir à leur tour de nommer, de destituer et de faire prêter serment aux magistrats. En date du 1^{er} février 1941, M.DUTRUCH préfet des Basses-Alpes procède à l'installation du nouveau Conseil Municipal nommé en exécution de la loi du 16 mars 1940 et par arrêté préfectoral en date des 27 et 31 janvier 1941. Après avoir fait connaître les devoirs qui incombent aux nouveaux magistrats sont nommés : maire M.VILLARD, adjoints MM .J.REY et A.PHILIP. Par application de la même loi, M.Camille REYMOND, conseiller général du canton est révoqué de ses fonctions et remplacé par M.VILLARD.

Dès début 41, sur le secteur de la commune, un petit noyau de résistants se forme autour de Messieurs Charles NOUVEL, Manuel MENDES, Camille REYMOND.

Cela se développe petit à petit et très prudemment. Il ne faut pas oublier que la FRANCE est soumise, par les accords de l'armistice, à des conditions très sévères.

Les Allemands gouvernent la moitié nord du pays avec toutes ses richesses à leur entière disponibilité.

En zone libre, l'ETAT FRANCAIS doit en plus, fournir à nos ennemis de grandes quantités de produits alimentaires, des matières premières (charbon, bois, fer , etc...) et des produits provenant de nos complexes industriels et sidérurgiques (produits chimiques, aciers, aluminium, magnésium, etc..).

On peut remarquer, qu'au cours des deux dernières guerres, les grandes industries n'ont subi que très peu de dommages dûs aux bombardements !!!

Suite à cette « razzia », le ravitaillement en nourriture et en produits de première nécessité devient de plus en plus difficile. L'instauration des cartes d'alimentation limite nos approvisionnements. Tout est réglementé, voici quelques exemples de ce que l'on a droit par personne :

Pain : de 150 gr à 350 gr par jour selon les catégories : J1, J2, J3, adultes et travailleurs de force.

Lait : ½ litre par jour, seulement pour les enfants.

Viande : 80 gr par semaine.

Pâtes, riz, sucre : 500 gr pour un mois.

Pommes de terre, rutabagas, topinambours, légumes frais ou secs, huile, beurre, œufs et fromages, selon les arrivages c'est-à-dire de temps en temps.

Nous avons des tickets dits de matières premières pour les chaussures, les vêtements, tissus.

A chaque article correspond un nombre de tickets et cela donne droit, à peu près, à un article par an, souvent de qualité médiocre.

Nous avons la chance de vivre dans une région rurale ; on arrive ainsi à se procurer dans les campagnes environnantes des pommes de terre, du blé, des courges, des fruits, parfois des œufs et de la volaille.

Des paysans en profitent, ils font payer au prix fort leur marchandise (marché noir jusqu'à 4 à 5 fois le prix normal) .

Le trajet, pour aller se ravitailler, se fait à pied ou à bicyclette. Les véhicules automobiles sont rares et l'essence est rationnée.

De retour il faut se méfier des rondes de la gendarmerie, car le marché noir est interdit.

Quelques gendarmes peu scrupuleux vous arrêtent et vous confisquent tout, le plus souvent pour en profiter eux-mêmes.

Heureusement ils sont rares à pratiquer cette activité et ils sont connus. Si on les aperçoit de loin, on essaie de les éviter.

Le 2 septembre 1941, monsieur Manuel MENDES est sollicité par le commandant SAMSON (Service de Renseignement de Marseille) comme agent départemental du service de renseignement. Manuel MENDES est né en ESPAGNE le 31 juillet 1917. Durant la guerre de 14-18 son père vient en FRANCE au titre de la main d'œuvre étrangère ; en 1923, la famille s'installe à Saint-Auban ; Manuel s'occupe de scoutisme.

Il s'engage en 1937 dans l'armée française, il est démobilisé en juin 40 et embauché à l'usine au service entretien.

A la fin de l'année 41 et au début 42, d'autres personnes rejoignent messieurs NOUVEL et MENDES, parmi elles nous trouvons messieurs Germain BOURRIEL, Armand TELLINI, Maurice DUMONT, Marcel CAMEZ, Louis DURAND, Maurice CORNETTE, Charles VERBERT, Albert RAMONAT et monsieur le docteur André CLARY et j'en oublie quelques-uns faute de documentation.

M. Germain BOURRIEL dit Géo sera le chef du maquis en juin 44. Il est né le 22 novembre 1906 à Rennes, militaire de carrière, il participe activement à la campagne contre l'ALLEMAGNE du 02.09.39 au 26.07.40. Il fait partie du 505^{ème} régiment des chars de combat, commandé par le colonel De GAULLE lors de la bataille de Montcornet du 16 mai au 26 juin 40. Il est radié des contrôles de l'armée d'armistice le 1^{er} octobre 1941.

Il arrive à Saint-Auban et est embauché comme professeur d'Education Physique ; titulaire de la croix de guerre avec plusieurs citations avec étoiles de bronze et d'argent, il se met à la disposition de la résistance locale qui est en train de se former.

Le 3 février 1942, on assiste à l'arrivée d'une petite unité de l'armée italienne dans la commune où elle séjournera quelques temps. Le 25 avril 1942 le maire M.VILLARD reçoit la visite de M.RENOUARD préfet des Basses-Alpes accompagné du sous-préfet de FORCALQUIER monsieur Emile REYMOND qui exerce ses fonctions en accord avec la résistance Bas-Alpine.

Au début de 1942, le noyau de la résistance locale prend corps sur le secteur de la commune. Ce n'est qu'en novembre 42 que le 1^{er} groupe de résistance locale est fondé officiellement à Saint-Auban et s'intègre dans la résistance départementale d'après les directives de Max JUVENAL (Maxence), chef régional et de Martin BRET (Michel) chef départemental. Ce groupe est reconnu comme unité combattante (U.R.U.C.) dès le mois d'août 1943.

Je tiens à signaler un fait important qui est passé inaperçu, en été 1942, et dont on a peu parlé à cause de la censure de la presse et de la radio et qui a été totalement oublié.

C'est le pèlerinage des SCOUTS ROUTIERS DE FRANCE de Boulogne sur Mer vers Le Puy en Velay avec la statue de la Vierge, patronne de la ville de Boulogne.

Voici son histoire :

Les scouts de Boulogne ont projeté de soustraire la statue aux Allemands et de la mettre à l'abri des bombardements anglais sur leur ville.

Cette statue se compose d'un socle qui est l'avant d'une moitié de barque de pêche sur lequel est fixée au milieu et debout la Vierge grandeur nature. L'ensemble pèse environ cent kilogrammes et il faut au minimum quatre personnes pour la transporter.

La patrouille de scouts est partie au début de l'année de Boulogne, elle est aidée en cours de voyage par les scouts qui résident dans les zones traversées, elle arrive début août aux abords de la ligne de démarcation. Elle franchit les barbelés de cette zone dangereuse en déjouant les patrouilles allemandes. Elle atteint quelques jours avant le 15 août Le Puy où doit se dérouler le pèlerinage national des SCOUTS ROUTIERS DE FRANCE.

Plus de 5000 scouts sont présents à la cérémonie ; ce qui est énorme à cette époque où les moyens de communication sont presque inexistantes.

Les 50 derniers kilomètres se font obligatoirement à pied.

Les 8 scouts routiers de Saint-Auban sont présents au Puy.

On peut dire que ce pèlerinage est une forme éclatante de la Résistance passive. Le scoutisme a fourni bon nombre d'agents de liaison à la résistance .

Le local (salle de réunion) des scouts routiers de Saint - Auban était situé au n° 13 de la rue Adrien Badin.

Fin 43 et début 44 , ce local a permis d'héberger pendant 2 à 3 jours des personnes recherchées par la milice.

Je fais partie des scouts et la patrouille est en possession d'un fusil semi-automatique américain, mais sans munition.

Au mois de février 44, je suis contacté par un jeune ingénieur, embauché à l'usine et scout également.

Dès lors je deviens, agent de liaison, je ne connais qu'une seule personne, celle qui m'a contacté.

Bien qu'ayant une petite idée sur les personnes faisant de la résistance, je ne connaîtrai que le 6 juin au matin, l'état-major de la résistance locale.

Les conditions de vie deviennent de plus en plus difficiles, les rations alimentaires sont diminuées.

Monsieur Charles VERBERT, à la fin de 1942, devient le chef responsable du secteur de Saint-Auban et monsieur Charles NOUVEL est son adjoint.

Il convient de rappeler les états de service de Charles VERBERT (Verne).

Il est né à Paris le 14.01.1893, engagé volontaire pour la durée de la guerre 1914-1918, il est démobilisé le 19.08.1919.

Cinq blessures, cinq citations, Chevalier de la Légion d'Honneur.

Mobilisé le 27.09.1939 au 72^{ème} R.R. sergent-chef puis réformé pour blessures de guerre; engagé volontaire le 07.11.1939 au 134^{ème} R.I. sur la ligne Maginot, il est promu adjudant, puis adjudant-chef.

Replié le 15.06.40 à Coutras en Gironde où il est démobilisé. Il rentre chez lui à Munster (Haut-Rhin) le 13.07.40. Il est arrêté le jour même par la gestapo et incarcéré à la prison de Colmar jusqu'au 16.08.40 .

Il est alors libéré après confiscation de tous ses biens (meubles, valeurs, numéraires, etc...).

Réfugié, il arrive à Saint-Auban avec sa famille le 1^{er} .05.42 ; il est embauché à l'usine comme chef du service du personnel. Il prend immédiatement contact avec messieurs NOUVEL et MENDES.

Dès l'institution du S.T.O (Service du Travail Obligatoire) et du premier recrutement des jeunes Français pour aller travailler en ALLEMAGNE, avec l'aide de Manuel MENDES et du comité local de résistance, il s'efforce par tous les moyens de s'opposer au départ de ceux-ci. Grâce à messieurs LABARTHE et LAMBOREL de Digne de faux papiers d'état civil sont procurés à ces jeunes.

Les premiers maquis, non armés au départ, sont organisés à Curbans, Sourribes, Volonne et Salignac afin d'héberger les réfractaires au S.T.O.

Le ravitaillement en vivres de ces camps est assuré au début par Manuel MENDES, Maurice VERBERT (fils de Charles), Albert BURLE, maire de Salignac (qui est arrêté par les Allemands le 6 février 44, il meurt le 1^{er} février 1945 d'épuisement et de mauvais traitements dans le camp de Neuengamme), et Charles JAVEL, épicier à Châteauneuf - Val- Saint - Donat.

Au départ le nombre total de réfractaires est d'une cinquantaine de personnes pour arriver à plus de 250 au début 1944. Grâce à des aides précieuses, le ravitaillement se fait normalement.

On peut citer messieurs Armand TELLINI, gérant de la S.A.D.A. (coopérative) à Saint-Auban, Eugène PEYRE négociant en vins à Volx , monsieur AMAYENC boulanger à Château - Arnoux , monsieur RIPPET confiturier à Volonne.

Ces personnes collectent et mettent à la disposition de ces maquis, d'importantes quantités de denrées alimentaires nécessaires à leur fonctionnement.

Au début ces réfractaires sont employés dans des coupes de bois ou travaillent chez des paysans; après les premiers parachutages, ils sont armés et reçoivent une instruction militaire.

Dans la commune de nombreux requis pour le S .T .O. gagnent le maquis, Georges PULVERAIL rejoint le maquis de Montbrand dans les Hautes-Alpes, Jean BIZOT et Louis PETIT vont à Forcalquier chez ROSTAGNE, puis à Laragne, Guy REYMOND fils de Camille REYMOND va se camoufler à Valensole. Peu après Roger MACHIZOT, Rioli GIRARDI, Alfred et Antoine PASTOR gagnent le maquis de Lure (Saint -Etienne) puis Séderon dans Drôme. Claude DUPUIS se retrouve à Sourribes, Abel MUNOZ déporté en Autriche parvient à rejoindre l'armée de TITO en Yougoslavie, puis se fait parachuter en Italie dans les rangs de l'armée venue d'AFRIQUE. Pierre CHAPOT et sa jeune épouse échappent de justesse à une rafle et se terrent dans les iscles de Saint-Julien d'Asse.

L'absence de maquis à Château -Arnoux oblige FERRARI, Yvan BERNARD, François CARLI, Jean SALLE, Robert IMBERT, Joseph Le Polonais, Jean BIGLIONE, Aimé BERNARD de rejoindre Camille CARRAZ et Francis REYBAUD au maquis de Malijai.

Ils sont accompagnés de Yves AUBERT et PROST de Saint-Auban, de Jean LANGLOIS de l'Escale. Cette liste est incomplète, il y a eu, bien sûr, quelques départs volontaires de jeunes vers l'ALLEMAGNE. Il faut signaler aussi que les rafles ont permis aux allemands avec l'aide de la milice, de capturer et de déporter plusieurs jeunes pour aller travailler dans les pays occupés.

L'usine de Saint-Auban produit de l'alumine pour faire de l'aluminium, du magnésium, du chlore et des dérivés chlorés. Ces produits sont nécessaires aux Allemands. Pour que l'usine fonctionne il faut du personnel, cela permet l'embauchage clandestin de réfractaires au S.T.O et de déserteurs des chantiers de jeunesse.

Le commandant J.M RETHORE est démobilisé, il arrive à Saint-Auban.

Ce militaire de carrière, ancien instructeur à Saint- Cyr, est embauché comme chef des services administratifs de l'usine A.F.C. (Alais, Froges et Camargue). Sous son impulsion, l'entraînement et l'instruction militaires des hommes se font méthodiquement pendant l'année 1943 à Saint-Auban , puis dans les camps des environs dès qu'ils possèdent des armes.

Le capitaine de corvette Jacques DU GARREAU de la MECHENIE rejoint la résistance locale après un parcours tourmenté.

Le 10 mai 1940, pour échapper aux Allemands le cuirassé « Richelieu », non encore complètement terminé et armé quitte la FRANCE pour l'Afrique avec le capitaine DU GARREAU comme officier canonnier.

Le 23 septembre 1940, une partie de la flotte française de l'Atlantique : le cuirassé « Richelieu », les croiseurs « Montcalm » et « Georges Leygues » et quelques unités de moindre importance sont en rade à Dakar. Ils subissent un bombardement de la part de la flotte britannique et de quelques bateaux français ralliés aux Anglais.

Le « Richelieu » est touché par deux torpilles aériennes. Après Dakar, DU GARREAU revient en FRANCE, dans le convoi attaqué par les Anglais au large de Nemours (Algérie), en avril 1941. Il est commandant en second du « Verdun ».

Entre les 8 et 11 septembre 1942, le bruit court à Toulon que l'escadre va appareiller pour aider les marins qui défendent l'Afrique du Nord contre les alliés.

On ne connaissait alors que les combats de Casablanca avec la destruction de bateaux français.

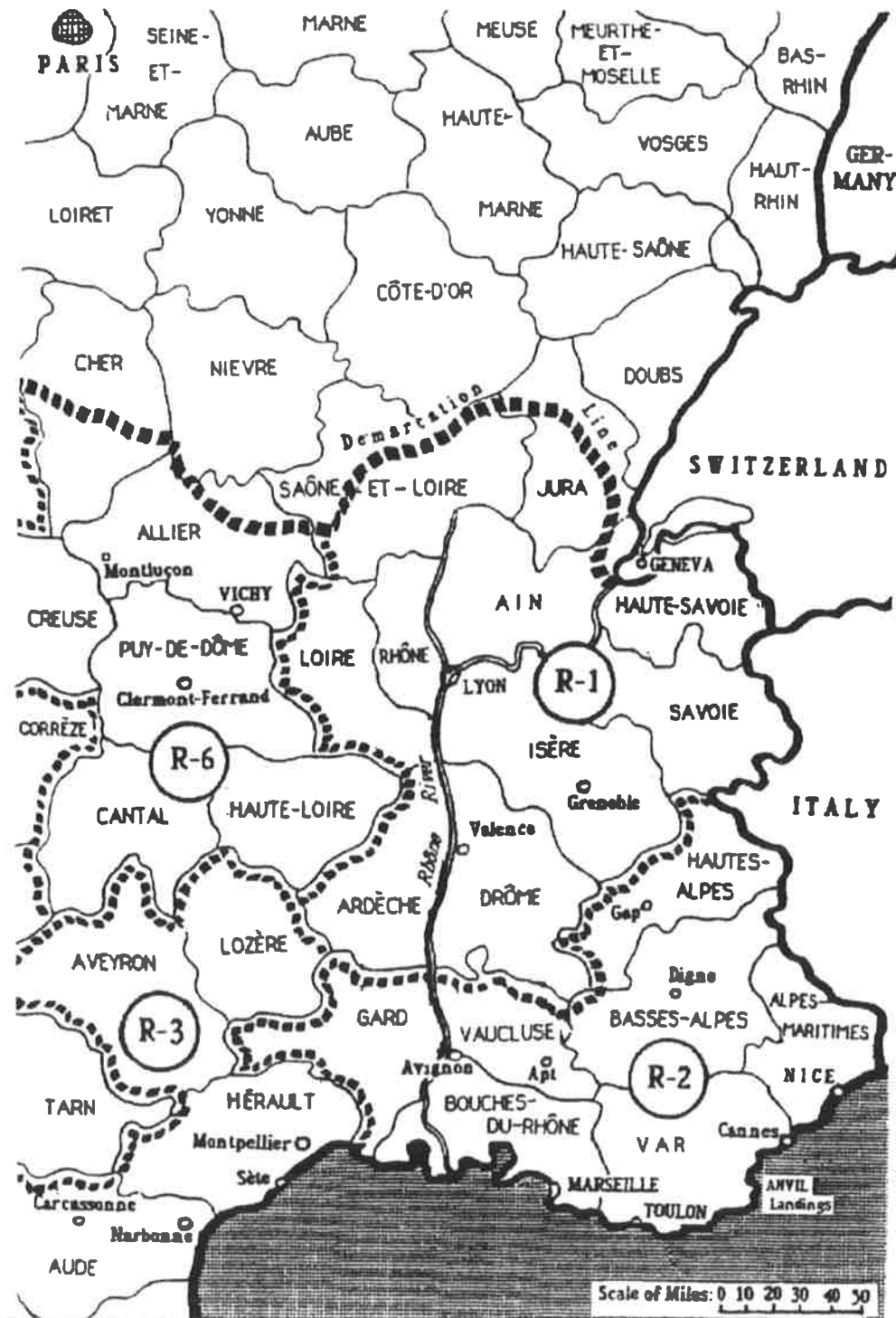
Le 10 novembre, l'amiral DE LABORDE demande à tous les commandants de bateaux de prendre l'engagement de défendre Toulon contre les Américains, les Anglais et les Français ennemis du gouvernement, (formations sous les ordres du général De Gaulle) ; un seul commandant refuse le serment ; c'est le commandant POTHUAU du « Verdun » et pour se tranquilliser, il demande le même serment à ses officiers et ajoute qu'il ne faudra pas tirer contre les Allemands et les Italiens.

DU GARREAU refuse de prêter serment; il est envoyé à Vichy à la disposition du ministre AUPHAN.

Les Allemands envahissent la zone libre le 11 novembre 1942.

Les officiers supérieurs de la marine n'arrivent pas à se mettre d'accord sur la conduite à tenir face aux Allemands qui approchent de Toulon.

RESEAUX DE LA RESISTANCE DE LA FRANCE LIBRE.



Le sud-est de la France : les régions R 1, R 2, R 3, R 6.

Le 27 novembre, la flotte française stationnée à Toulon se saborde; seuls cinq sous-marins tentent une sortie pour rallier l'Afrique. Le premier sert de cobaye et arrive à forcer le barrage bouclant la rade. Il permet ainsi d'ouvrir le passage pour les quatre suivants.

Après le sabordage le commandant DU GARREAU est appelé à Toulon pour garder les portes de l'Arsenal Maritime et interdire le pillage. Une partie du matériel et des archives ont pu être sauvés. Mis en congé d'armistice, avec l'aide du chef de la sûreté à Toulon, il est mis au contact avec des groupes de résistance.

Il rejoint Saint-Auban et est embauché au service de la formation professionnelle de l'usine.

Après le sabordage de la flotte, une vingtaine de marins sont embauchés à l'usine.

Avec l'appui de la Direction (monsieur André GRABINSKY), des sixains (groupes de six personnes) sont créés dans les différents services de l'usine; ces petits groupes sont indépendants et ont un responsable qui reçoit les ordres d'un membre du comité local.

Leur première activité consiste à gêner l'exportation de l'alumine et du magnésium vers l'ALLEMAGNE, en vidangeant les boîtes de graissage des essieux des wagons et d'y introduire du sable.

Il y a aussi la distribution de tracts .

A la fin de l'année 1943, ces sixains sont utilisés pour le transport d'armes et de munitions et l'aménagement de caches pour stocker et camoufler ce matériel.

En janvier 1943, le groupe « Résistance de Saint-Auban » se constitue en armée secrète (A.S.) sous le commandement de Charles VERBERT et sous les ordres de messieurs Martin BRET et Jean VIAL de Manosque (chef départemental A.S).

A la suite de différentes prises de contact entre monsieur VERBERT et l'Organisation de Résistance de l'Armée, (O.R.A.) dont les capitaines CHAUMONT, BRONDI, SAPIN, MORIN, REGIS et les chefs politiques messieurs JUVENAL, BRET, LABARTHE, LAMBORELLE, FONTAINE, etc...la fusion des divers groupements est décidée.

L'A.S de Saint-Auban fait désormais partie des Mouvements Unis de la Résistance (M.U.R.).

La nouvelle organisation prévoit la délimitation du département en secteurs.

Le secteur de Saint-Auban a pour limites, au Nord : Sisteron, au Sud : Peyruis, à l'Est : Malijai (la Durance comme limite) et à l'Ouest, la montagne de Lure et Mallefougasse.

Ce secteur est placé sous les ordres du commandant J.M. RETHORE.

Le 13 décembre 1943, monsieur Robert RAMONAT, ingénieur, arrive à Saint-Auban et prend contact avec la résistance locale.

En juin 40, il a été blessé à Dunkerque et évacué à l'hôpital de Brighton, ANGLETERRE.

De retour en FRANCE, en février 41, il est embauché au bureau d'études chez Morane -Saulnier et Blériot.

Il reste en contact avec l'Intelligence Service.

Il fournit à Londres durant un an et demi des renseignements sur les effectifs, les mouvements et les types d'appareils basés sur les terrains d'aviation d'Etampes, Dourdan, Orly, Bourges etc.

Au début de novembre 1943, il échappe de justesse aux forces de police venues l'arrêter, son appartement de Neuilly est perquisitionné. Il est condamné à mort fin novembre. Il parvient à quitter Paris.

A son arrivée , à Saint-Auban il est embauché au Bureau d'études de l'usine A.F.C.

Il fait partie du comité local et des corps francs.

Le 12 février 44 en patrouille aux environs de Malijai, il ramène dans la soirée deux prisonniers allemands.

Chargé du recensement des véhicules du secteur, il est affecté à la section auto.

D'après les directives des chefs départementaux, des équipes de parachutages sont formées; la S.A.P.(Section Opération Parachutage) en liaison avec le S.O.E.(Spécial Opération Exécutive) et la Mission inter-alliée britannique prennent contact avec le B.C.R.A.(Bureau Central de Renseignements et d'Action) et les Services Secrets Français de Londres.

Des terrains de réception des parachutages sont choisis, répertoriés, aménagés et désignés par des noms de code étranges. Les coordonnées sont transmises par radio à Londres, ainsi que les demandes du matériel nécessaire au maquis.

Pour la réception des parachutages, des messages sont diffusés par radio Londres; exemples :
« Les mousserons sont verts; allez voir si la rose est éclos; la dame à la cabane a avalé la banane; la bibliothèque est en feu, etc.»

Chaque message et code représentent un maquis et un terrain bien précis.

A Saint-Auban, Maurice VERBERT (fils de Charles) prend le commandement de cette unité.

Des caches sont aménagées pour recevoir le matériel parachuté, mais assez loin des terrains par mesure de sécurité.

Lorsqu'un parachutage est décidé, radio Londres diffuse sur ses ondes, à midi puis à 20 heures, le message connu des seuls résistants chargés du terrain concerné.

Le message est confirmé à 21 heures par le même moyen.

Des membres du comité local sont mobilisés pour écouter, chaque jour, la radio, malgré le brouillage des ondes par les Allemands; les messages sont réceptionnés et transmis au groupe parachutage.

Les équipes se rendent alors sur le terrain sans recevoir toutes les fois, le parachutage annoncé.

Par contre ces équipes effectuent des transports d'armes et de munitions provenant de caches d'autres secteurs, aussi bien de jour comme de nuit.

Ainsi environ cinq tonnes de ce matériel, des terrains de Thoard , Céreste , Noyers sur Jabron sont rassemblées dans les caches à proximité de Saint-Auban. Cet armement est en grande partie distribué aux maquis environnants. Le maquis de Saint-Auban n'existe pas à cette époque.

L'aide des brigades de gendarmerie de Château -Arnoux , de Thoard , des gendarmes stationnés à Saint-Auban est remarquable; elles nous informent des heures et des lieux de barrages routiers et des opérations projetées contre les maquis par les troupes allemandes.

Pendant ce temps, les liaisons avec les autres groupes de résistance sont améliorées, le réseau du S.R.(Service de Renseignement) perfectionné et les sabotages intensifiés.

Les troupes italiennes d'occupation ont mis hors d'usage le terrain de vol à voile de Saint-Auban en creusant des tranchées transversales à la piste; la terre de ces tranchées est entassée aux bords de celles-ci et forme un talus rendant impossible l'atterrissage des avions.

Sur le front Russe, depuis le début de l'année 1943, la bataille fait rage.

Du 2 au 28 février, c'est la reconquête du Caucase par les Soviétiques.

Du 18 février au 20 mars, les allemands lancent une contre-offensive victorieuse dans le Donetz.

Du 5 au 13 juillet, victoire des Soviétiques qui libèrent Kursk, en août et septembre, c'est l'offensive générale en Ukraine et sa libération.

Le 6 novembre, les russes pénètrent dans Kiev.

La police allemande effectue de nombreuses rafles contre les Israélites dans le camp de travail G.T.E - 702 , baraquements situés à la sortie de l'usine.

Un système de liaison, mis en place, leur signale le danger et permet ainsi d'épargner à un bon nombre d'entre eux, la déportation en Allemagne.

En accord avec la direction de la Maison du Prisonnier et de quelques employés du Service Départemental des Réfugiés à Digne, on arrive à faire embaucher à l'usine, sous de faux noms, plusieurs Alsaciens -Lorrains et Luxembourgeois déserteurs de l'armée allemande.

Le comité local participe également à l'évasion, en plusieurs fois de 50 prisonniers Nord-Africains (tirailleurs dans l'armée française ne pouvant pas rejoindre l'Afrique), cantonnés à Champtercier et à Mallemoisson.

Ces tirailleurs avec la collaboration de monsieur Arezhi BELAMERI, cantinier et responsable des travailleurs africains de l'usine et des officiers de la 12^{ème} Compagnie des tirailleurs indochinois, sont hébergés dans des cantonnements camouflés à l'intérieur de l'usine. Ces personnes sont nourries , on leur procure des vêtements civils et des fonds nécessaires à leur voyage jusqu'à Marseille afin de régulariser leur situation (faux papiers).

Après avoir fourni quelques renseignements au S.R de Marseille (commandant SAMSON), elles sont embauchées dans diverses entreprises. Quelques unes restent dans le secteur et prennent le maquis le 6 juin.

Le 2 février 1944, à la suite d'une dénonciation anonyme, le chef de groupe Charles VERBERT est arrêté dans l'usine par la gestapo ainsi que monsieur MOUTIN, chef du service du personnel de l'usine et quelques ouvriers : messieurs BOTZ , BERTRAND, SMERZIG et SCHENTINE. Ils sont dirigés sur DIGNE et interrogés dans la « Villa Louise », siège de la gestapo.

Les ouvriers sont laissés libres après leur interrogatoire.

Messieurs VERBERT et MOUTIN subissent des violences et des menaces; le lendemain monsieur MOUTIN est libéré faute de preuves.

Monsieur VERBERT est soupçonné d'avoir constitué des groupes de résistance et des maquis, de les avoir ravitaillés, de dissimulation de déserteurs de l'armée allemande et de réfractaires au S.T.O. Il est frappé de vingt coups de crosse de mitraillette, de coups de poings qui lui occasionnent des hématomes pendant plusieurs jours.

Devant son mutisme et ses dénégations, la police le relâche le 6 février 1944.

Il se peut que la Direction de l'usine et l'Evêché aient joué un rôle dans cette libération !!!

(Madame GRABINSKA, l'épouse du directeur de l'usine est la nièce de l'évêque Cosme JORÇAIN de Digne).

Dès sa guérison, monsieur VERBERT reprend son poste dans l'A.S de Saint-Auban. Encore souffrant et se sachant surveillé par la police allemande et ses « mouchards », il passe le commandement du groupe à son camarade Germain BOURRIEL (Géo) , moniteur d'éducation physique et ex-adjutant -chef de la 4^{ème} division cuirassée de De GAULLE et également l'un des premiers animateurs de la résistance à Saint-Auban.

De son côté, le commandant RETHORE sur le point d'être arrêté et alerté à temps, prend le large.

Le capitaine de corvette DU GARREAU, son successeur se voit confié le commandement du secteur.

Monsieur VERBERT conserve la liaison entre les pouvoirs civils et militaires et la direction du Service de Renseignement.

Monsieur FESTOR Lucien , instituteur et agent de renseignement du réseau « Gallia » est en contact avec la résistance locale; il peut circuler assez librement dans le département et la région car il travaille sous les ordres de monsieur Cordeau, directeur départemental du Service des Sports. Il vient à Saint-Auban à l'aérodrome où les bâtiments permettent de cacher des armes et de faire de l'abattage clandestin de bétail. Ces lieux sont peu contrôlés par les troupes d'occupation car le terrain d'aviation n'est plus utilisable.

Pour réduire la production de l'usine, il faut la priver de l'alimentation en énergie électrique qui provient des centrales de Sainte-Tulle au Sud et du Poët au Nord de l'usine. La coupure simultanée de ces deux lignes permet d'atteindre le but recherché. Quelques heures d'interruption de courant électrique suffisent pour entraîner des dégâts importants en matériel, donc réduction de production.

Nous ne disposons pas d'explosifs sur le secteur, grâce à l'A.S de Jean VIAL, du secteur de Manosque qui possède du « plastic » (explosif très puissant) un programme est établi. Deux équipes venant de Manosque dans la nuit du samedi 6 novembre 43, vers minuit, minent la ligne du Poët au-dessus de Sisteron et celle de Sainte-Tulle entre Saint-Auban et Peyruis. La destruction de quelques pylônes entraîne des pertes importantes de production de magnésium et d'alumine. Les lignes sont réparées en quelques jours.

Une deuxième opération est décidée pour le 4 décembre 43 à 21 heures. Quatre pylônes sont abattus sur la ligne du Poët, entre le Poët et Sisteron où la ligne traverse la Durance. Ce travail est exécuté par une équipe commandée par DUMONT venant des Hautes-Alpes.

Sur la ligne de Sainte-Tulle, c'est la destruction du poste de transformation de Peyruis qui est prévue; l'équipe de Jean VIAL, composée de six personnes, fait sauter le transformateur situé au Sud du village.

Ces sabotages occasionnent la paralysie de plus de la moitié de l'usine. Elle fonctionne au ralenti grâce à un turbo-alternateur couplé avec la chaufferie. Celui-ci est saboté quinze jours plus tard par l'A.S locale. La production est presque nulle, il faut beaucoup de temps pour remettre les installations en état de fonctionner. Les ouvriers ne mettent pas beaucoup d'ardeur pour effectuer ces travaux; l'usine fonctionne avec une activité réduite jusqu'à la libération.

Il faut noter que, depuis la bataille de Stalingrad où l'armée allemande vient de subir un échec retentissant, de nombreux Français croient de plus en plus à la défaite de l'ALLEMAGNE et se tournent vers les idées gaullistes.

Des personnes essaient de contacter la résistance, mais prudence, la milice et les Allemands veillent. En dehors de quelques maquis environnants, il n'y a pas encore de groupement sur le site de la commune.

Le travail de la résistance du secteur consiste surtout à ravitailler les maquis des alentours et de se procurer le maximum de renseignements pour agir le moment voulu.

Le 1^{er} juin 1944, le sous-préfet de Forcalquier M. Roger BELLION vient à Château - Arnoux et procède à l'installation du nouveau Conseil Municipal nommé en exécution de la loi du 16 novembre 1940 et par les arrêtés préfectoraux en date du 23 mai 1944. Il informe, aux nouveaux magistrats, les devoirs qui leur incombent. Monsieur Jean REY est le nouveau maire et parmi les conseillers, deux sont autorisés par la résistance locale.

A l'annonce du débarquement en Normandie, le comité local a une grande tâche. Il se préoccupe déjà de la future administration du pays avec tout ce qu'il faut prévoir pendant et après la libération du secteur. Un sixain est chargé de faire le recensement de tous les véhicules en état de marche dans les villages se trouvant dans la vallée de la Durance depuis Sisteron jusqu'à Peyruis, Salignac,

Sourribes, Volonne, l'Escale sur la rive gauche, Peipin, Aubignosc, Chateauneuf-Val-Saint-Donat, Château-Arnoux, Saint-Auban, Montfort, Peyruis et Lurs sur la rive droite.

Plus de 300 véhicules sont répertoriés dont 164 voitures , 99 camionnettes, 28 camions, 2 ambulances, 2 cars.

On peut également compter sur 40 motos et quelques dizaines de vélos.

Dans le même secteur, un sixain se renseigne sur les stocks des carburants et des huiles pour les véhicules à essence et diesel et du bois destiné aux véhicules à gazogène. Il doit aussi prévoir ensuite des lieux de stockage.

Des enquêtes sont menées sur des personnes soupçonnées d'avoir eu des contacts avec la milice et les forces d'occupation allemandes et italiennes.

Sur le site, les autorités civiles et militaires sont en contact avec le comité local et participent à l'élaboration des projets pour la future organisation des services.

Sur le front de l'Est, les troupes Soviétiques poursuivent leur avance.

Le 14 janvier 1944, c'est la fin du siège de Leningrad.

Du 12 avril au 9 mai, c'est la reconquête de la Crimée.

Le 9 juin, les Russes lancent une offensive en Carélie.

Les troupes Russes attaquent sur tous les fronts.

Le 22 juin, offensive en Biélorussie.

Le 13 juillet, offensive en Galicie.